



Commune de
Granges-Paccot

ASSEMBLÉE COMMUNALE DU 16 DÉCEMBRE 2024

Approuvé par le Conseil communal lors de sa séance du 17.12.2024 / Point de PV no 1.1.5

Présidence : M. René Schneuwly, Syndic

Présences : 52 citoyennes et citoyens, selon la liste des présences

M. Schneuwly ouvre la séance à 20.00 heures et, au nom du Conseil communal, souhaite la cordiale bienvenue aux citoyennes et citoyens présents à cette Assemblée communale consacrée principalement au budget de l'année prochaine.

En préambule, M. Schneuwly salue la présence de M. Laurent Bronchi, député, et de Mme Christine Schneuwly, ancienne députée. Il réitère ses félicitations à M. Bronchi pour son élection, précisant qu'il a déjà pris ses fonctions. M. Schneuwly souhaite la bienvenue à M. Oscar et à Mme Natalia Dominguez Sapien, qui ont récemment acquis le droit de cité communal. Il salue également la présence de la Commission financière, au complet. La presse est représentée ce soir par Mme Maria Kafantaria des Freiburger Nachrichten. La Liberté s'est excusée. M. Schneuwly donnera une interview demain au sujet du déroulement de cette Assemblée.

Il excuse les absences de Mme Isabelle Chassot, Conseillère aux Etats, de M. Gerhard Andrey, Conseiller national, retenus par des délibérations des Chambres fédérales. Se sont également excusés M. Robert Perler, Mme Jacqueline Zweilin, M. Daniel Dupraz, Mmes Thais et Virginie Khuu, M. Jean-Jacques Zenger et Mme Patricia Gaillard Zenger, Mme Silvia Degex et Mme Coraleen Mühlethaler.

Conformément à l'article 12 de la Loi sur les communes du 25 septembre 1980, la présente Assemblée a été convoquée par un envoi en tous ménages le 25 novembre 2024, par affichage au pilier public et sur le site internet le 1^{er} décembre 2024, ainsi que par publication dans la Feuille officielle du canton de Fribourg le 29 novembre 2024.

Aucune remarque n'étant formulée au sujet de la convocation et de l'ordre du jour, M. Schneuwly déclare l'Assemblée valablement convoquée et apte à délibérer suivant l'ordre du jour établi.

ORDRE DU JOUR

1. Procès-verbal de l'Assemblée communale extraordinaire du 30 septembre 2024
2. Budget 2025
 - 2.1. Présentation générale du budget de résultats et des investissements 2025
 - 2.2. Rapports de la Commission financière
 - 2.3. Discussion et votes
3. Investissements 2025
 - 3.1. Crédit d'investissement pour l'acquisition d'un véhicule communal
 - 3.2. Crédit d'investissement pour l'assainissement de l'éclairage public
 - 3.3. Rapports de la Commission financière
 - 3.4. Discussion et votes
4. Planification financière
5. Modification des statuts du CEFREN
 - 5.1. Nouvelles communes membres
 - 5.2. Composition des organes
 - 5.3. Discussion et vote
6. Divers

SCRUTATEURS

M. Schneuwly désigne en qualité de scrutateurs, pour la travée de gauche et la table du Conseil communal, Mme Nicole Wyss, et pour la travée de droite et la table de la ComFin, M. Didier Limat. En cas de vote à bulletin secret, Mme Bénédicte Laville, Secrétaire communale, se joindra aux scrutateurs.

LISTE DES PRESENCES

La liste des présences a été tenue à l'entrée de la salle et 52 citoyens et citoyennes participent à l'Assemblée de ce soir. Les personnes ne s'étant pas annoncées doivent se manifester. Les retardataires sont priés de s'annoncer dès la fin de l'Assemblée.

ENREGISTREMENT

Conformément à l'article 3 du Règlement d'exécution de la loi sur les communes du 28 décembre 1981, les débats de l'Assemblée sont enregistrés. Les personnes désirant poser des questions ou intervenir sont priées de s'annoncer et de s'exprimer en utilisant le micro mis à disposition afin de permettre l'établissement d'un procès-verbal fidèle. La bande enregistrée ce soir sera effacée après l'approbation du procès-verbal.

1. PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE DU 30 SEPTEMBRE 2024

Le procès-verbal de l'Assemblée communale extraordinaire du 30 septembre 2024 ne sera pas lu. Il a été approuvé par le Conseil communal le 8 octobre 2024 et était à disposition à l'Administration communale, ainsi que sur le site internet de la Commune. Ce procès-verbal est approuvé par acclamation avec les remerciements à sa rédactrice, Mme Bénédicte Laville. La bande d'enregistrement de l'Assemblée peut donc être effacée.

2. BUDGET 2025

M. Schneuwly donne la parole à M. Philippe Chassot, Conseiller communal en charge des finances, pour la présentation de cet objet.

Globalement, le budget de résultats 2025 présente un total de charges de CHF 22 579 391.00, en augmentation de 7.3%, un total de recettes de CHF 20 947 339.00, en augmentation de 6.8%, dont un découvert provisionnel de CHF 1 632 052.00.

Avant de détailler les budgets, M. Chassot projette un tableau relatif aux variations principales des charges liées.

	Effectif 2023	Budget 2024	Budget 2025
Péréquation des ressources	CHF 731 615.00	CHF 1 357 694.00	CHF 1 402 410.00
Réseau Santé Sarine	CHF 1 362 571.00	CHF 1 666 982.00	CHF 1 931 853.00
Participation aux CO	CHF 1 538 906.00	CHF 1 686 620.00	CHF 1 712 831.00
Mobilité Agglo	CHF 660 326.00	CHF 895 155.00	CHF 901 003.00
Total	CHF 4 293 418.00	CHF 5 606 451.00	CHF 5 948 097.00

S'agissant du RSS et du COSAHL, M. Chassot mentionne ces deux charges liées, car le calcul de la participation est partiellement calculé sur la base de notre indice de potentiel financier, qui est particulièrement élevé pour les années 2024, 2025 et 2026, une embellie étant attendue dès 2027. Les charges de transport public ont sensiblement augmenté.

M. Chassot a établi un tableau comparatif des taux d'imposition des communes de l'Agglomération de Fribourg. Au niveau de l'impôt sur les personnes physiques, seules deux communes ont un taux légèrement plus favorable que Granges-Paccot, soit Matran à 65% et Villars-sur-Glâne à 63.90%. Il faut cependant tenir compte du fait que ces communes pratiquent un taux d'impôt sur les personnes morales plus élevé qu'à Granges-Paccot. Dans la troisième colonne du tableau sont indiqués les revenus moyens imposables des personnes physiques, sur la base des derniers chiffres connus du Service cantonal des contributions. A sa lecture, il est constaté que le revenu moyen des habitants de Granges-Paccot est comparable à celui de Marly.

Communes	Pers. physique	Pers. morale	Revenu imposable moyen pers. physiques
Avry	72,10%	72,10%	CHF 54 875.00
- à fin 2023	69,10%	69,10%	-
Belfaux	84,00%	84,00%	CHF 51 342.00
Corminboeuf	75,00%	75,00%	CHF 67 318.00
Fribourg	80,00%	80,00%	CHF 48 580.00
Givisiez	70,00%	70,00%	CHF 51 368.00
Granges-Paccot	67,80%	67,80%	CHF 49 753.00
Guin	82,00%	82,00%	CHF 51 840.00
Marly	89,00%	89,00%	CHF 49 712.00
- à fin 2023	80,00%	80,00%	-
Matran	65,00%	80,00%	CHF 50 896.00
Villars-sur-Glâne	63,90%	69,00%	CHF 56 369.00

M. Chassot présente ensuite le budget de résultats par rubriques du compte de résultats sous forme de graphique et commente brièvement si nécessaire les variations significatives par rapport au budget 2024. Il précise que le budget présenté tient compte d'un escompte de 5%.

M. Schneuwly remercie M. Chassot pour cette présentation et cède la parole à M. Michel Thierrin, Président de la Commission financière (ci-après : la ComFin) pour lecture des rapports.

En comparant le budget de résultats 2024 à celui de 2025, la ComFin a constaté une augmentation de 7.32% des charges qui se montent à CHF 22 579 391.00 au budget 2025 contre CHF 21 040 034.00 au budget 2024. A elles seules, les charges liées affectant notamment la santé publique, la péréquation financière, les transports publics et la formation ont augmenté de CHF 341 646.00, soit 6.09%.

M. Philippe Chassot, responsable des finances, a répondu aux questions et demandes d'explications de la ComFin à l'entière satisfaction de ses membres.

En conclusion, la ComFin préavise favorablement le budget de résultats 2025, se soldant par un excédent de charges de CHF 1 632 052.00.

Le budget des investissements nets 2025 se monte à CHF 6 068 875.00 contre un montant de CHF 9 042 075.00 au budget 2024. Le détail des investissements prévus en 2025 a été présenté par le Conseil communal et n'appelle pas de remarque de notre part.

En conclusion, la ComFin préavise favorablement le budget des investissements 2025.

M. Schneuwly remercie M. Thierrin et ouvre la discussion sur les budgets de résultats et des investissements 2025. La parole n'est pas demandée.

Au vote, le budget de résultats 2025 et le budget des investissements 2025 sont acceptés à l'unanimité.

3. INVESTISSEMENTS 2025

3.1. CREDIT D'INVESTISSEMENT POUR L'ACQUISITION D'UN VEHICULE COMMUNAL

M. Schneuwly cède la parole à M. Jean-Louis Barras, Conseiller communal en charge des routes, pour la présentation de cet objet.

Dans l'accomplissement de ses différents travaux et tâches, le Service de la voirie et de l'édilité dispose actuellement d'un tracteur John Deere pour la tonte des surfaces vertes et pour le service hivernal. Ce véhicule, datant de 2012, présente des signes importants d'usure et doit être remplacé. M. Barras précise que la voirie dispose de quatre autres véhicules, soit un petit camion Reform de 2023, un véhicule polyvalent, de 2020, une camionnette de 2004 et une balayeuse de 2006.

Le nouveau véhicule fera l'objet d'une étude comparative auprès de plusieurs marques et modèles pour laquelle un crédit cadre est sollicité. Il sera équipé d'une nouvelle tondeuse frontale. Les équipements existants tels que le ramasse gazon, la lame à neige et la saleuse seront repris.

Crédit cadre pour l'acquisition d'un tracteur compact pour les surfaces vertes et le service hivernal

Tracteur compact - marque et modèle à évaluer	CHF	82 000.00
Tondeuse frontale (nouveau et incluse)		

Equipement existant et repris :

- Ramasse gazon
- Lame à neige
- Saleuse

Total TTC	CHF	82 000.00
------------------	------------	------------------

En vue de l'achat d'un nouveau tracteur compact et d'une tondeuse frontale pour les différentes tâches communales de la voirie, le Conseil communal demande l'octroi d'un crédit cadre de CHF 82 000.00. Le financement de cet achat est assuré par les fonds propres et les recettes courantes de la Commune.

M. Schneuwly remercie M. Barras et donne la parole à M. Thierrin pour lecture du préavis de la ComFin.

La ComFin a étudié le dossier concernant le remplacement du véhicule utilitaire de l'Edilité dont l'investissement est devisé à CHF 82 000.00.

Sur la base de cet examen, la ComFin préavise favorablement ce crédit d'investissement qui sera financé par les fonds propres et les recettes courantes de la Commune.

M. Schneuwly remercie M. Thierrin et ouvre la discussion. La parole n'est pas demandée.

Au vote, l'Assemblée communale accepte à l'unanimité le crédit d'investissement de CHF 82 000.00 en vue de l'acquisition d'un nouveau véhicule édilitaire.

3.2. CREDIT D'INVESTISSEMENT POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

M. Schneuwly cède la parole à M. Jean-Louis Barras, Conseiller communal en charge des routes, pour la présentation de cet objet.

Depuis quelques années, la Commune a commencé à assainir l'éclairage public avec l'installation de lampes LED afin de réduire sa consommation électrique. Avec la nouvelle loi sur l'énergie (LEn), les communes ont l'obligation d'assainir l'ensemble de l'éclairage public, au plus tard au

31.12.2028. Selon l'art. 34a REn, entre minuit et cinq heures du matin, l'Etat et les communes pratiquent l'extinction nocturne complète ou dynamique de l'éclairage public.

En collaboration avec Groupe e SA, un plan directeur de l'éclairage public a été réalisé en 2022. Des offres ont ensuite été demandées, secteur par secteur, en tenant des prérogatives de la loi et des différents statuts des routes communales. L'éclairage des passages piétons sera maintenu. Pour certains tronçons, un éclairage dynamique sera mis en place sur les modèles de la mobilité douce réalisés à la Rte du Lac ou sur la passerelle de Chantemerle.

Grâce à cet investissement, notamment au passage de l'éclairage au sodium à l'éclairage à LED, une économie de l'ordre de CHF 27 000.00 par an pourrait être réalisée à terme. Un élément important, bien que non chiffrable, est la diminution de la pollution lumineuse, ce qui est une bonne chose pour la nature.

Celui-ci sera réalisé par étape sur plusieurs années en tenant compte des travaux de la Commune :

Crédit cadre pour l'assainissement de l'éclairage public

N°	Secteur / Route – Rue – Chemin – Impasse	Montant CHF – TTC
1	Grandfey	45 000.00
2	Agy – Château	55 000.00
3	Englisberg	33 000.00
4	Chamblioux – Louis-Braille – Torry et Rosiers	22 000.00
5	Croix – Maçon – Planchetta et Rappetta	15 000.00
6	Coteau et Ecureuils	33 000.00
7	Grives et Mettetlet	28 000.00
8	Lavapesson – Vieux-Moulins et Etangs	52 000.00
9	Chavully	14 000.00
19	Josaphat	43 000.00
11	Chenevière et La Faye	62 000.00
12	Lac	33 000.00
13	Morat	32 000.00
14	Chantemerle	95 000.00
15	CS Chantemerle	28 000.00
	TOTAL TTC	590 000.00

L'investissement sera réalisé en plusieurs étapes, compte tenu des travaux en cours sur le territoire communal. A ce sujet, M. Barras précise que l'assainissement de l'éclairage à la Rte de la Chenevière sera effectué après la pose du revêtement phonoabsorbant au printemps prochain. L'année prochaine débutera le chantier de requalification de la Rte de Chantemerle, dans le cadre duquel l'éclairage public sera remplacé. Les travaux seront plus conséquents, car certains mâts seront déplacés et changés dans le cadre du projet.

En vue de l'assainissement global de l'éclairage public, projet à réaliser par étapes, le Conseil communal demande l'octroi d'un crédit cadre de CHF 590 000.00. Le financement de cet achat est assuré par les fonds propres de la Commune et/ou par un l'emprunt.

M. Schneuwly remercie M. Barras et donne la parole à M. Thierrin pour lecture du rapport de la ComFin.

La ComFin a étudié le dossier concernant l'assainissement de l'éclairage public dont l'investissement est devisé à CHF 590 000.00.

Sur la base de cet examen, la ComFin préavise favorablement ce crédit d'investissement qui sera financé par les fonds propres de la Commune et/ou par l'emprunt.

M. Schneuwly remercie M. Thierrin et demande à Mme Fabienne Neuhaus, membre de la Commission de l'énergie, de faire part du préavis de cette commission, qui a examiné ce dossier.

La Commission de l'énergie a pris connaissance du dossier concernant l'assainissement de l'éclairage public. Comme cela a été mentionné, les communes ont l'obligation d'assainir l'ensemble de l'éclairage public d'ici au 31 décembre 2028 au plus tard. Le projet proposé, comprenant un éclairage dynamique, permettra à terme une économie d'énergie jusqu'à 70%. En effet, la puissance totale de l'éclairage n'est utilisée qu'en présence d'usagers de la route et en leur absence, l'intensité lumineuse peut être adaptée, réduite ou coupée selon les heures. Cela et également l'implantation de coupe flux sur les luminaires permettra de diminuer également fortement la pollution lumineuse qui entraîne des conséquences négatives sur la faune, la flore et l'humain. L'éclairage dynamique permet donc d'assurer la sécurité des usagers, tout en réalisant une économie d'énergie substantielle. Le confort de la population et la sécurité des usagers de la route sont compatibles avec des progrès en matière de protection de la biodiversité et d'économie d'énergie. En conclusion et sur la base de son examen, la Commission de l'énergie propose d'accepter le crédit cadre pour l'assainissement de l'éclairage public.

M. Schneuwly remercie Mme Neuhaus et ouvre la discussion. La parole n'est pas demandée.

Au vote, l'Assemblée communale accepte à l'unanimité le crédit cadre de CHF 590 000.00 en vue de l'assainissement de l'éclairage public.

4. PLANIFICATION FINANCIERE

M. Schneuwly cède à nouveau la parole à M. Chassot, Conseiller communal en charge du dicastère des finances, pour la présentation de cet objet.

M. Chassot rappelle que la planification financière est un instrument de gestion, à disposition des autorités et de l'Administration communale. Elle reflète la situation financière existante et projette l'avenir, à moyen terme, compte tenu des prévisions pouvant être établies sur la base de cette situation et d'informations d'ordre économique, politique et social. La LFCo impose, à l'article 6 al. 1, d'établir un plan financier sur 5 ans et de le tenir à jour. Conformément à l'article 6 al. 3 LCo, l'Assemblée communale prend acte du plan financier et de ses mises à jour. Le but d'un plan financier est de renseigner l'autorité communale sur sa capacité d'investissement : il permet la comparaison entre les moyens financiers à disposition à moyen terme et de programmer les investissements. Sur la base des comptes épurés des cinq dernières années, la marge nette d'autofinancement (MNA) des cinq prochaines années est calculée.

Pour obtenir la MNA, il faut procéder au calcul suivant:

Produits de résultats
- Charges de résultats
= Résultat comptable
Apurements:
+ Dépenses uniques
- Recettes uniques
+ Imputations internes: charges
- Imputations internes: produits
= Résultat apuré
+ Amortissement comptable
+ Attributions aux réserves
- Prélèvement sur les réserves
= Cash flow
= **MNA**

M. Schneuwly remercie M. Chassot pour cette présentation. La planification financière, contrairement aux autres objets, n'est pas soumise à la Commission financière. Il rappelle qu'elle ne fait pas l'objet d'un vote.

La parole n'étant pas demandée, l'Assemblée prend formellement acte de cette planification financière.

5. MODIFICATION DES STATUTS DU CEFREN

M. Schneuwly cède la parole à M. Frank Kirchner, Conseiller communal en charge des eaux, pour la présentation de cet objet.

M. Kirchner rappelle qu'un vote a eu lieu en mai 2024 concernant l'adaptation des principes financiers du CEFREN, ancrés dans les statuts. En vue de l'intégration des communes d'Hauterive, de Neyruz, Avry, Prez, La Brillaz, Cottens, Misery-Courtion et Grolley en qualité de membres du CEFREN, les dispositions statutaires relatives aux organes de l'association doivent être adaptés.

Les modifications soumises au vote portent sur la composition de l'assemblée des délégués, la composition du Comité de direction, le droit d'entrée et la répartition des charges :

Version adoptée le 27 mars 2024	Modifications proposées
Art. 1 Membres Les communes de Fribourg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly, Villars-sur-Glâne, Courtepin, Corminboeuf, Belfaux, Matran et La Sonnaz forment une association de communes au sens des articles 109 et suivants de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (Lco, RSF 140.1).	Art. 1 Membres Les communes de Fribourg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly, Villars-sur-Glâne, Courtepin, Corminboeuf, Belfaux, Matran, La Sonnaz, Hauterive, Neyruz, Avry, Prez, La Brillaz, Cottens, Misery-Courtion et Grolley forment une association de communes au sens des articles 109 et suivants de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (Lco, RSF 140.1).
III. ASSEMBLEE DES DELEGUE-E-S Art. 11 Représentation des communes ¹ L'assemblée des délégué-e-s se compose des représentant-e-s des communes membres à raison de cinq pour la ville de Fribourg et de un-e pour chacune des autres communes. Par deux communes en plus ou en moins, Fribourg a droit à un-e délégué-e en plus ou en moins. ² Par principe, chaque délégué-e a droit à une voix. Cependant, chaque commune peut faire porter plusieurs voix à un-e délégué-e. ³ En cas d'empêchement, le Conseil communal procède au remplacement des délégué-e-s. ⁴ Les élections ont lieu et les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées; le président ou la présidente ne prend pas part au vote, mais départage en cas d'égalité.	III. ASSEMBLEE DES DELEGUE-E-S Art. 11 Représentation des communes ¹ Chaque commune dispose d'un nombre de voix proportionnel au rapport entre son débit souscrit et le débit souscrit total des membres. ² Le Conseil communal de chacune des communes membres désigne sa représentation au sein de l'assemblée des délégué-e-s dans les limites suivantes: a) la Ville de Fribourg a droit à trois délégué-e-s; b) les communes de Courtepin et de Villars-sur-Glâne ont droit à chacune deux délégué-e-s; c) les autres communes membres ont droit à chacune un-e délégué-e, qui porte l'ensemble des voix de la commune. ³ Les trois communes ayant droit à plus d'un-e délégué-e peuvent cependant faire porter l'ensemble des voix de la commune à une seule personne. ⁴ En cas d'empêchement, le Conseil communal procède au remplacement des délégué-e-s. ⁵ Les élections ont lieu et les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées; le président ou la présidente ne prend pas part au vote, mais départage en cas d'égalité.
Art. 12 Désignation des délégué-e-s et durée du mandat ¹ Dans les quatre semaines après l'assermentation des conseillères et conseillers communaux, le conseil communal de chaque commune désigne, en principe en son sein, les délégué-e-s pour la législature correspondant à celle du conseil communal ou pour une période plus limitée.	Art. 12 Désignation des délégué-e-s et durée du mandat ¹ Dans les quatre semaines après l'assermentation des conseillères et conseillers communaux, le conseil communal de chaque commune désigne, en principe en son sein, le, la ou les délégué-e-s pour la législature correspondant à celle du conseil communal ou pour une période plus limitée.

Art. 14 Attributions

L'assemblée des délégué-e-s a les attributions suivantes:

- a) élire le président ou la présidente et les autres membres du comité de direction;

IV. COMITÉ DE DIRECTION**Art. 18 Composition**

¹Le comité de direction est composé de 7 membres élus par l'assemblée des délégué-e-s pour une législature.

²Peuvent faire partie du comité de direction les membres d'un Conseil communal ou les fonctionnaires supérieurs des services administratifs des communes membres, ainsi que le Préfet ou la Préfète de la Sarine. Trois d'entre eux ou elles représentent la commune de Fribourg, trois les autres communes et une la Préfecture.

Art. 28 Contributions

¹Les contributions perçues par le CEFREN sont les suivantes:

- a. La contribution d'entrée

Elle correspond au droit d'entrée dans le CEFREN pour un débit souscrit donné.

Elle est calculée sur la base des amortissements effectués depuis la constitution du CEFREN divisés par la capacité totale de production d'eau. Elle est due par toute nouvelle commune entrant dans le CEFREN ou pour toute acquisition supplémentaire de débit souscrit.

- b. La contribution d'entrée temporaire

Elle correspond au droit d'entrée temporaire dans le CEFREN pour un débit souscrit donné.

Elle est calculée sur la base des amortissements effectués depuis la constitution du CEFREN divisés par la capacité totale de production d'eau, et capitalisée sur la durée du contrat. Elle est due par tout nouveau client ou pour toute acquisition supplémentaire temporaire de débit souscrit (par un membre ou un client).

Art. 30 Répartition des charges – dépenses d'investissement

¹Les dépenses d'investissement, après déduction des recettes, sont financées par le CEFREN.

²Les charges financières découlant des investissements sont réparties entre les communes membres conformément à l'article 28 al. 1 let. c.

Art. 14 Attributions

L'assemblée des délégué-e-s a les attributions suivantes:

- a) élire **les membres du comité de direction et désigner parmi eux le ou la président/e;**

IV. COMITÉ DE DIRECTION**Art. 18 Composition**

¹ Le comité de direction est composé de 7 membres élus par l'assemblée des délégué-e-s pour une législature, **en veillant à une représentation régionale équitable et avec les limites suivantes:**

- a) **la Ville de Fribourg a droit à deux membres;**
- b) **les communes de Courtepin et Villars-sur-Glâne ont droit à chacune un membre.**

Peuvent faire partie du comité de direction les membres d'un Conseil communal **ou les employés communaux spécialisés des communes membres, ainsi que le Préfet ou la Préfète de la Sarine.**

Art. 28 Contributions

¹Les contributions perçues par le CEFREN sont les suivantes:

- a. La contribution d'entrée

Elle correspond au droit d'entrée dans le CEFREN pour un débit souscrit donné.

Elle est calculée sur la base des amortissements effectués depuis la constitution du CEFREN divisés par la capacité totale de production d'eau. Elle est due par toute nouvelle commune entrant dans le CEFREN ou pour toute acquisition supplémentaire de débit souscrit. **Il est tenu compte des amortissements déjà effectués comme commune-membre ou comme client-e.**

- b. La contribution d'entrée temporaire

Elle correspond au droit d'entrée temporaire dans le CEFREN pour un débit souscrit donné.

Elle est calculée sur la base des amortissements effectués depuis la constitution du CEFREN divisés par la capacité totale de production d'eau, et capitalisée sur la durée du contrat. Elle est due par tout nouveau client ou pour toute acquisition supplémentaire temporaire de débit souscrit (par un membre ou un client). **Il est tenu compte des amortissements déjà effectués comme commune-membre ou comme client-e.**

Art. 30 Répartition des charges – dépenses d'investissement

¹Les dépenses d'investissement, après déduction des recettes, sont financées par le CEFREN.

²Les charges financières découlant des investissements sont réparties **entre les communes membres** conformément à l'article 28 al. 1 let. c.

Art. 31 Répartition des charges – charges de résultats

⁴En cas de bénéfice lors du boucllement du compte de résultats, celui-là est attribué en totalité au capital propre non affecté. En cas de déficit, le compte de résultat est équilibré par le capital propre non affecté; à défaut, le déficit est pris en charge par les communes membres dans la proportion de leurs débits souscrits au travers d'une contribution extraordinaire.

Art. 31 Répartition des charges – charges de résultats

⁴En cas de bénéfice lors du boucllement du compte de résultats, celui-là est attribué en totalité au capital propre non affecté. En cas de déficit, le compte de résultat est équilibré par le capital propre non affecté; à défaut, le déficit est pris en charge ~~par les communes membres~~ dans la proportion ~~des leurs~~ débits souscrits au travers d'une contribution extraordinaire.

VIIIa DISPOSITION TRANSITOIRE**Art. 39a Comité de direction**

En dérogation aux principes posés par l'article 18, pour la période courant de l'entrée en vigueur de la modification du 9 octobre 2024 des présents statuts jusqu'à la fin de la législature, le comité de direction est composé de:

- a. Trois représentants de la Commune de Fribourg;
- b. Un représentant de la commune de Courtepin et un de la commune de Villars-sur-Glâne;
- c. Un représentant pour les communes de Givisiez, Corminboeuf, Granges-Paccot, Belfaux, Marly, Matran et La Sonnaz;
- d. Un représentant pour les nouvelles communes membres de Hauterive, Neyruz, Avry, Prez, La Brillaz, Cottens, Misery-Courtion et Grolley;
- e. La Préfète de la Sarine, qui le préside.

M. Schneuwly remercie M. Kirchner et ouvre la discussion. La parole n'est pas demandée

Au vote, l'Assemblée communale approuve à l'unanimité les modifications des statuts du CEFREN proposées.

6. DIVERS

M. Laurent Bronchi prend la parole. Il remercie M. Schneuwly pour ses félicitations et relève qu'il avait déjà pris ses fonctions lors de la dernière Assemblée communale.

Il informe l'Assemblée du fait qu'il essaiera régulièrement de tenir au courant par rapport aux choses qui seront discutées au Grand Conseil et qui touchent plus particulièrement Granges-Paccot. Tel est le cas dans le cadre de la session de cette semaine, puisqu'il va y avoir un vote s'agissant du projet de couverture de l'autoroute A12. A ce propos, dans la mesure où le projet ne sera pas effectif avant 2034, d'après ce que l'on a pu lire, notamment dans la presse, M. Bronchi a déposé une question lors de la dernière session pour demander au Conseil d'Etat d'étudier la faisabilité d'une limitation de la vitesse entre la sortie Sud et la sortie Nord de l'autoroute. Cela avait été évoqué dans le cadre d'une Assemblée communale. Une réduction à 80 km/h permettrait de réduire significativement les nuisances sonores. Il tiendra l'Assemblée communale informée de la réponse qui sera donnée.

M. Schneuwly remercie M. Bronchi. La question a déjà été posée. Apparemment, l'Office fédéral des routes n'est guère favorable à ce genre de mesures. A force de répéter la demande, il se peut que l'on obtienne une autre réponse. Cette solution serait souhaitable, dans la mesure où le projet prend du retard. Le projet dépasse à présent les 200 millions de francs, en raison de l'extension de la couverture à 1 200 m. Evidemment, vu son coût, le projet devra faire non seulement l'objet d'un vote du Grand Conseil, mais également d'un référendum obligatoire auprès de toute la

population fribourgeoise. Le suspense demeure entier sur cet objet, à un moment où, malheureusement, les finances cantonales et de la plupart des communes ne sont pas au beau fixe.

La parole n'étant plus demandée, M. Schneuwly souhaite à chacun de joyeuses fêtes de fin d'année et une très belle année 2025. Que la réussite et la santé soient au rendez-vous !

Il tient à remercier ses collègues du Conseil communal, les membres des commissions, ainsi que toutes les personnes qui se mettent au service de la Commune et s'engagent pour leurs concitoyennes et concitoyens. Il salue également l'ambiance de travail et remercie de la confiance témoignée.

Hier, 122 personnes ont assisté au repas des Aînés et écouté les enfants de 2-4H chanter. Ce sont de beaux moments, qu'il faut favoriser, avec le concours de la Commission Seniors. Il invite tout un chacun à proposer aux activités proposées, qui sont en augmentation. Notamment, une visite du Palais fédéral a été organisée. Les intéressé-e-s ont reçu des informations sous pli postal.

M. Schneuwly clôt l'assemblée et invite les participants à partager le verre de l'amitié.

Au nom du Conseil communal :

La Secrétaire communale


Bénédicte Laville



Le Syndic


René Schneuwly